



Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Triste 5^e anniversaire de l'incarcération des femmes au Leclerc
Le Leclerc doit fermer

Montréal, le 24 février 2021 - Il y a cinq ans, la Ligue des droits et libertés (LDL) et la Fédération des femmes du Québec (FFQ) lançaient un appel à la mobilisation pour dénoncer le transfert sauvage des femmes incarcérées à la prison Tanguay vers le Leclerc, un ancien pénitencier pour hommes fermé quelques années plus tôt pour cause de vétusté. Cette mobilisation a donné lieu à la création de la Coalition d'action et de surveillance de l'incarcération des femmes au Québec (CASIFQ).

Devant l'indignation générale soulevée par conditions de vie lamentables et la violation des droits des femmes détenues dans ce lieu, le ministre de la Sécurité publique d'alors avait déclaré que la situation était temporaire et que l'établissement Leclerc devait être fermé.

Or, cinq ans plus tard, les femmes y sont toujours incarcérées et leurs droits à la dignité et à des conditions de détention humaines ne sont toujours pas respectés. « Les lieux sont dans un état de délabrement avancé, l'atmosphère est marquée par le mépris et la tenue de propos sexistes et dégradants, les fouilles à nu demeurent abusives et humiliantes, l'accès aux soins médicaux est déficient. La crise sanitaire actuelle et les mesures d'isolement qu'elle entraîne n'arrangent pas les choses, mais au contraire, elles amplifient la souffrance des femmes. De vagues promesses ou projets futuristes ne suffisent plus, le Leclerc doit fermer » affirme Lucie Lemonde, porte-parole de la LDL.

La LDL demande à la ministre de la Sécurité publique de prendre des mesures immédiates et concrètes pour assurer le respect des droits des femmes incarcérées, leur fournir un milieu de vie digne et exempt de discrimination, de même qu'un soutien visant leur réinsertion sociale.

À propos de la Ligue des droits et libertés

La LDL est un organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH). Depuis plus de 50 ans, elle milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la Charte internationale des droits de l'homme.

-30-

Pour informations et entrevues :

Elisabeth Dupuis, Responsable des communications de la Ligue des droits et libertés
C : 514 715-7727